

INFRACTIONS ET GENS DU VOYAGE : L'AUTORITE DE L'ETAT DOIT ETRE RETABLIE !

Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL

Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Groupe Front National-Rassemblement Bleu Marine

Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées

Ces derniers jours, plusieurs campements sauvages de Gens du Voyage se sont installés par effractions dans divers sites de notre département, notamment à Soues sur le stade au bord du Caminadour, également sur le stade de Bazet, où la scandaleuse agression dont le maire de la ville a été l'objet ne peut être que très fermement dénoncée.

A Bordères sur l'Echez, un campement sauvage perdure depuis l'automne dernier, c'est-à-dire depuis des mois, sur un parking de magasins actuellement fermés, et où tout l'environnement est dégradé : locaux saccagés, amoncèlements de détritux, branchements sauvages sur les réseaux d'eau et d'électricité.

Début janvier, j'avais pourtant déjà écrit une lettre, jointe à ce communiqué, à madame la Préfète du département afin de demander une action rapide de l'Etat pour faire appliquer la loi et libérer les riverains de ces nuisances trop longtemps tolérées.

Outre le fait qu'aucune réponse, ne serait-ce que de politesse, ne me fut apportée, l'action publique s'est signalée par un mutisme absolu et une absence totale de réaction.

Il est absolument inadmissible, alors que l'Etat demande chaque jour davantage de contributions fiscales et d'efforts de tous ordres aux citoyens français, que ceux qui ne respectent pas les lois de la République puissent impunément continuer à occuper illégalement des terrains privés et publics et y commettre de multiples infractions.

Le laxisme a assez duré !

La protection des biens et des personnes devraient être la priorité et le moteur de l'action publique. La liberté et la sécurité des Bigourdans, ainsi que le simple sens de l'équité entre les citoyens, exigent un rétablissement immédiat de l'autorité de l'Etat en Hautes-Pyrénées.

Le Front National des Hautes-Pyrénées réclame l'évacuation immédiate de tous les sites occupés illégalement, parfois depuis des mois dans notre département, et le rétablissement immédiat de l'autorité de l'Etat devant ces atteintes inacceptables au bien-être, à la liberté et à la sécurité de nos concitoyens.

Tarbes, le 07 juin 2016





FRONT NATIONAL

Fédération des Hautes-Pyrénées

www.fn65.net

www.facebook.com/fnhautespyrenees

Olivier MONTEIL

Conseiller régional

Secrétaire départemental

FN 65

Tarbes, le 04 janvier 2016

Madame la Préfète,

Je me permets de vous écrire ce courrier afin de vous alerter sur l'exaspération croissante de nos concitoyens face à l'incivilité de nombreuses familles de gens du voyage dans notre département.

En effet, trop de ces familles n'hésitent aujourd'hui plus à s'installer où bon leur semble, créant des nuisances de plus en plus difficilement supportables pour les riverains : non-respect des propriétés privées, amoncellements de détritrus, détériorations diverses, etc. Ainsi sont occupés indument des domaines privés à Ibos, Aureilhan, Séméac ou encore Bordères sur l'Echez, où des gens du voyage ont forcé les portes d'un entrepôt, saccagé les locaux, se sont branchés sans vergogne sur les réseaux d'eau et d'électricité.

Il en est de même pour les biens publics tels que les stades de Laloubère, Azereix, Juillan, Horgues...ville où un mariage a dû être annulé devant l'occupation illégale de la salle des fêtes ; suite à la grave détérioration de son stade, le maire vous a d'ailleurs demandé une aide financière.

Il existe pourtant dans notre département de nombreuses aires de passage et même une aire de grand passage, qui ont coûté cher au contribuable...

Ces quelques familles de gens du voyage sont des citoyens français à part entière devant la loi... et doivent en conséquence la respecter. Malheureusement, ils paraissent passablement encouragés par l'absence d'action publique à leur rencontre. La liberté, la sécurité et les droits des riverains de ces zones devenues de non-droit doivent être rétablis sans plus tarder et il vous appartient, en tant que représentant de l'Etat, de faire respecter la loi républicaine à tous, aux gens du voyage en situation flagrante d'occupation illégale de terrain, comme aux autres.

Le Front National des Hautes-Pyrénées, dont vous aurez noté qu'il est désormais la deuxième force politique de ce département, se fait le porte-parole des sans-voix de Bigorre, qui attendent de vous l'action ferme de l'Etat envers ceux qui bafouent les droits élémentaires du peuple français à sa sécurité, à son bien-être et à sa liberté.

Sachant pouvoir compter sur votre action rapide sur ce sujet, je vous prie d'agréer, madame la Préfète, l'assurance de ma meilleure considération.

Bien cordialement,

☎ 06.65.86.46.65

✉ fn65@frontnational.com

Permanence de Fédération: 41 rue Foch 65000 TARBES (les mercredis et samedis de 15h à 18h)

Correspondance à : FN 65 - BP 60512 - 65005 TARBES CEDEX